

— **À JOUR** —
de la loi 3DS

Les Collectivités territoriales

Tous concours – Catégories A et B

100 % Révision

- ✓ **Les fondamentaux et les réformes actuelles**
- ✓ **L'assemblée locale**
- ✓ **L'exécutif local**
- ✓ **Les administrés locaux**
- ✓ **Action, compétences et moyens des collectivités territoriales**
- ✓ **Les contrôles externes**

 **75** fiches de révision



Les Collectivités territoriales

Bernard Poujade

*Professeur agrégé de droit public à l'université Paris Cité,
Avocat à la cour de Paris,
Directeur du Bulletin juridique des collectivités locales*

Xavier Cabannes

Professeur à l'université Paris Cité

- Les fiches 1 à 18, 20, 33, 55 à 60, 62 à 75 ont été rédigées par Xavier Cabannes.
- Les fiches 19, 21 à 32, 34 à 54, et 61 ont été rédigées par Bernard Poujade.

Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective et, d'autre part, les analyses et courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (loi du 1^{er} juillet 1992 - art. 40 et 41 et Code pénal - art. 425).

Le droit des collectivités territoriales a trouvé désormais sa place propre alors qu'autrefois de simples développements essentiellement institutionnels figuraient dans les ouvrages de droit administratif.

Il est vrai que le mouvement de décentralisation qui se poursuit depuis quarante ans, a contribué à renforcer la place des collectivités territoriales dans l'action publique.

Dorénavant, comme le souligne la Constitution de 1958 depuis la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, l'organisation de la République est décentralisée et la reconnaissance du rôle essentiel des collectivités territoriales est incontestable.

Aussi est-il naturel que des enseignements spécifiques dans les facultés, des ouvrages ou des revues soient consacrés à ce droit.

L'ambition du présent ouvrage est de présenter un panorama complet des règles applicables aux collectivités territoriales à un public très diversifié : les candidats aux concours des catégories A et B de la fonction publique territoriale, au premier chef, et aussi les étudiants y compris en Masters 2 juridiques spécialisés, les élèves des instituts d'études politiques, ainsi que les conseils des collectivités territoriales, voire les élus et acteurs de la vie locale.

L'accès aux dispositions gouvernant tant l'organisation que le fonctionnement des collectivités territoriales est facilité par la présentation en fiches, caractéristique de la collection.

Ces fiches sont à jour des dernières réformes sur lesquelles un éclairage particulier a été donné, et tiennent compte tant des textes que de la jurisprudence la plus récente, car le droit des collectivités territoriales évolue profondément et le « paysage local » de 2022 n'est plus celui de 1982. Il continuera d'ailleurs à changer dans les années à venir.

Le Conseil constitutionnel a évoqué dans sa jurisprudence les principes ou objectifs de clarté, d'accessibilité et d'intelligibilité du droit ; l'ambition des auteurs est simplement de favoriser l'accès du plus grand nombre au droit des collectivités territoriales.

Les Auteurs

Bibliographie

Répertoires et encyclopédies

- *Encyclopédie des Collectivités locales*, Dalloz.
- *JurisClasseur Collectivités territoriales*.
- *Lamy Gestion et Finances des Collectivités Locales*.
- *Lamy Collectivités territoriales – Responsabilités*.
- *Droit et gestion des collectivités territoriales*, anciennement *Annuaire des Collectivités locales* (depuis 1981), GRALE, Éditions du Moniteur.

Codes

- *Code général des collectivités territoriales*, Dalloz.
- *Code général des collectivités territoriales*, Lexis Nexis.
- *Code général des collectivités territoriales*, Éditions du Moniteur.

Recueil de jurisprudence

Claire Cornet, Jacques Ferstenbert et Laurent Touvet, *Les grands arrêts du droit de la décentralisation*, Dalloz, 2^e éd., 2001.

Manuels et ouvrages

- Jean-Bernard Auby, Jean-François Auby et Rozen Noguellou, *Droit des collectivités locales*, PUF, coll. « Thémis », 6^e éd., 2015, 416 p.
- Jacques Bourdon, Jean-Marie Pontier et Jean-Claude Ricci, *Droit des collectivités territoriales*, PUF, coll. « Thémis », 2^e éd., 1998, 736 p.
- Virginie Donier, *Droit des collectivités territoriales*, Dalloz, coll. « Mémentos », 4^e éd., 2021, 204 p.
- Bertrand Faure, *Droit des collectivités territoriales*, Dalloz, coll. « Précis », 6^e éd., 2021, 804 p.
- Jacques Ferstenbert, François Priet et Paule Quilichini, *Droit des collectivités territoriales*, Dalloz, coll. « HyperCours », 2^e éd., 2016, 756 p.
- Olivier Gohin, Michel Degoffe, Alexandre Maitrot de la Motte et Charles-André Dubreuil, *Droit des collectivités territoriales*, Cujas, coll. « Référence », 2^e éd., 2015, 708 p.
- Laetitia Janicot et Michel Verpeaux, *Droit des collectivités territoriales*, LGDJ, 2^e éd., 2021, 556 p.
- Dominique Maillard Desgrées du Loû, *Institutions administrations*, PUF, coll. « Thémis », 2^e éd., 2015, 599 p.
- Michel Verpeaux, *Les collectivités territoriales en France*, Dalloz, coll. « Connaissance du droit », 6^e éd., 2020, 200 p.

Revue

- *Actualité juridique Collectivités territoriales* (AJCT).
- *Bulletin juridique des collectivités locales* (BJCL).
- *JurisClasseur périodique (Semaine juridique)*, Administration et collectivités territoriales (JCP, éd. A).

SOMMAIRE

Partie 1

LES RÉFORMES ACTUELLES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Fiche 1	Collectivités territoriales et réforme territoriale : la frénésie législative	9
Fiche 2	La réforme territoriale et l'achèvement de l'intercommunalité	13
Fiche 3	La volonté de rapprocher niveaux de collectivités et exercice des compétences locales	16
Fiche 4	La répartition des compétences et des financements	18

Partie 2

LES FONDAMENTAUX

Fiche 5	Les collectivités et la Constitution	22
Fiche 6	Les collectivités et la loi	24
Fiche 7	Les collectivités et l'expérimentation	26
Fiche 8	Centralisation – Déconcentration – Délocalisation – Décentralisation	28
Fiche 9	La libre administration des collectivités	30
Fiche 10	La décentralisation (I) – De la Révolution à la III ^e République	32
Fiche 11	La décentralisation (II) – Les IV ^e et V ^e Républiques	34
Fiche 12	La décentralisation (III) – La décentralisation de 1982 à nos jours	36
Fiche 13	La fixation des statuts des collectivités	38
Fiche 14	Les différentes collectivités françaises	40
Fiche 15	Les collectivités à statut particulier ou faisant l'objet de dispositions particulières (I)	42
Fiche 16	Les collectivités à statut particulier ou faisant l'objet de dispositions particulières (II) : l'outre-mer	44
Fiche 17	Histoire de la coopération intercommunale	47
Fiche 18	La coopération intercommunale contemporaine	49
Fiche 19	Les métropoles	52
Fiche 20	La personnalité morale des collectivités	58

Partie 3

L'ASSEMBLÉE LOCALE

Fiche 21	La candidature à un mandat local	60
Fiche 22	L'élection du conseil municipal	62
Fiche 23	L'élection du conseil départemental et du conseil régional	64
Fiche 24	L'élection de l'organe délibérant d'un EPCI	67
Fiche 25	Le renouvellement de l'assemblée locale en cas de démission ou de dissolution	69
Fiche 26	Les droits des élus locaux (I)	71
Fiche 27	Les droits des élus locaux (II)	73
Fiche 28	L'organisation des assemblées locales	75
Fiche 29	Le fonctionnement des assemblées locales	78
Fiche 30	Le fonctionnement des organes délibérants des EPCI	82
Fiche 31	Les délibérations des assemblées locales (I)	84
Fiche 32	Les délibérations des assemblées locales (II)	88
Fiche 33	L'adoption du budget local	90

Partie 4

L'EXÉCUTIF LOCAL

Fiche 34	La candidature à une fonction exécutive	92
Fiche 35	L'élection du maire	95
Fiche 36	L'élection des adjoints au maire	97
Fiche 37	L'élection de l'exécutif du conseil départemental	99
Fiche 38	L'élection de l'exécutif du conseil régional	101
Fiche 39	L'élection de l'exécutif des EPCI	103
Fiche 40	Les attributions du maire (I)	105
Fiche 41	Les attributions du maire (II)	110
Fiche 42	Les attributions du président du conseil départemental et du conseil régional	114
Fiche 43	Les délégations de l'exécutif	116
Fiche 44	La responsabilité des élus (I)	118
Fiche 45	La responsabilité des élus (II)	122

Partie 5 LES ADMINISTRÉS LOCAUX

Fiche 46 L'information des administrés locaux (I).....	127
Fiche 47 L'information des administrés locaux (II).....	132
Fiche 48 Le droit de pétition.....	135
Fiche 49 Les référendums locaux.....	138
Fiche 50 Le référendum local consultatif.....	141
Fiche 51 Le référendum local décisionnel.....	143
Fiche 52 L'action des contribuables locaux.....	145

Partie 6 LES RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE ET L'EXÉCUTIF

Fiche 53 La compétence de l'assemblée locale.....	149
Fiche 54 Le contrôle de l'assemblée sur l'exécutif.....	154

Partie 7 L'ACTION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Fiche 55 Le pouvoir réglementaire des collectivités.....	158
Fiche 56 Les services publics locaux (I) : la création et la suppression.....	160
Fiche 57 Les services publics locaux (II) : la gestion.....	162
Fiche 58 Les services publics locaux (III) : l'usager et le financement.....	167
Fiche 59 Collectivités territoriales et contrats.....	170
Fiche 60 Collectivités territoriales et marchés de partenariat.....	173
Fiche 61 Les aides publiques locales.....	175

Partie 8 LES COMPÉTENCES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Fiche 62 La clause générale de compétence et les compétences des collectivités : une histoire mouvementée.....	180
Fiche 63 Les principes encadrant l'exercice des compétences des collectivités.....	184
Fiche 64 Les compétences transférées aux collectivités.....	188

Partie 9

LES MOYENS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Fiche 65	La Constitution et les finances locales	195
Fiche 66	La Constitution et les ressources propres des collectivités	198
Fiche 67	Les collectivités et les recettes fiscales	200
Fiche 68	Les recettes fiscales des collectivités : les « quatre vieilles »	203
Fiche 69	Les recettes fiscales des collectivités : la mosaïque fiscale	208
Fiche 70	Les ressources non fiscales	211
Fiche 71	Les moyens humains	213

Partie 10

LES CONTRÔLES EXTERNES

Fiche 72	La transmission des actes des collectivités au préfet	215
Fiche 73	Le déferé préfectoral	217
Fiche 74	Les contrôles exercés par le juge financier	219
Fiche 75	Le contrôle des actes budgétaires	221

Collectivités territoriales et réforme territoriale : la frénésie législative

En l'espace d'une dizaine d'années, le législateur a adopté plusieurs lois venant modifier à divers égards le droit des collectivités territoriales. La valse des réformes explique l'instabilité croissante du droit des collectivités territoriales et son illisibilité grandissante.

1 Les objectifs principaux de la loi du 16 décembre 2010

L'adoption de la loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales était l'aboutissement d'un processus de réflexion lancé en 2008 ; il s'agissait de **simplifier les structures territoriales**, de **réduire le nombre d'échelons territoriaux** et enfin de **clarifier les compétences et les financements**.

■ La loi a maintenu la région et le département, mais elle prévoyait le remplacement des conseillers généraux et des conseillers régionaux par un nouveau type d'élu local : le **conseiller territorial**, siégeant à la fois au conseil général et au conseil régional. Cette disposition devait permettre de réduire le nombre d'élus locaux et de renforcer leur poids.

■ Cette loi a mis en place la possibilité pour les départements ou régions de **fusionner**. En outre, une nouvelle catégorie d'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) a été créée : la **métropole** (voir fiche 19). Cet EPCI, destiné aux zones urbaines atteignant 500 000 habitants (à l'exception de l'Île-de-France), a vocation à se substituer aux collectivités préexistantes sur son territoire (communes, communautés et département). Enfin, la loi de 2010 a créé le **statut des communes nouvelles**, dont on doit souligner le succès puisque si, de 2011 à fin 2014, seules 25 communes nouvelles ont été créées, en 2015, ce sont **317 communes nouvelles qui ont vu le jour**, regroupant ainsi 1 090 communes. En 2016, 670 communes se sont regroupées en 200 communes nouvelles. En 2021, ce sont au total 823 communes nouvelles qui existaient, regroupant 2 550 communes « anciennes » (voir fiche 14).

■ Si la loi du 16 décembre 2010 a maintenu l'existence des départements et des régions, elle avait prévu la spécialisation de leurs compétences. Ainsi, à partir du 1^{er} janvier 2015, les départements et régions ne devaient plus disposer de la **clause générale de compétence** (voir fiche 62).

2 Les lois du 17 mai 2013

Dans le langage politico-médiatique a eu lieu, sous la présidence de François Hollande, l'**acte III de la décentralisation**, qui a débuté par les lois du